



SYNTHÈSE DES FORUMS DE DISCUSSION PRINTEMPS 2004



LES CONTRAINTES ET LES SOLUTIONS POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DES EAUX DU BASSIN VERSANT

Août 2004

LES CONSULTATIONS PUBLIQUES DE LA CORPORATION

La Corporation Bassin Versant Baie Missisquoi est un organisme de bassin versant reconnu par le gouvernement du Québec dans le cadre de la Politique nationale de l'eau et ayant comme mandat de réaliser un Plan directeur de l'eau pour l'année 2007.

Le plan directeur de l'eau contiendra un portrait du bassin versant, les enjeux et les orientations pour la gestion de l'eau ainsi qu'un plan d'action détaillé qui servira à établir des ententes de partenariats avec les différents acteurs de l'eau sur le territoire du bassin versant. Le Plan directeur de l'eau est élaboré en concertation avec les acteurs de l'eau soit les représentants des domaines suivants : municipal, environnemental, communautaire, agricole, économique, touristique et social. Les acteurs de l'eau sont déjà représentés au sein de la Corporation. Mais pour assurer une participation élargie des personnes intéressées par la gestion de l'eau et la qualité des eaux, des consultations publiques font partie du processus d'élaboration du Plan directeur de l'eau.

La Corporation a tenu six consultations publiques locales au cours de l'année 2000 afin de permettre aux citoyens de s'exprimer sur le portrait préliminaire du bassin versant, ainsi que sur les problèmes rencontrés dans leur localité. Une consultation publique en décembre 2000 à Philipsburg a permis aux citoyens d'obtenir de l'information sur différentes thématiques afin d'établir les grands enjeux de la gestion de l'eau et les enjeux plus locaux. Un document synthèse a été produit suite à cette consultation publique. Les résultats de ces rencontres ont permis d'élaborer les enjeux et les orientations de la Corporation.

Les quatre forums de discussion tenus en 2004, dont nous présentons ici les résultats, avaient pour objectif de préciser les problématiques et les propositions d'action par thématique soit : agricole et forestier, municipal et industriel, récréo-touristique et socio-économique et enfin, qualité de l'eau et santé. Les présentations et les discussions permettaient de faire ressortir les contraintes qui nuisent actuellement à l'amélioration de la qualité des eaux. Une fois les contraintes établies, il s'agissait pour les participants de discuter des solutions possibles malgré ces contraintes afin de faire avancer les actions dans le bassin versant.

Il n'y a pas de solutions miraculeuses et le temps est une contrainte importante, de même que le financement. Mais il y a bon espoir que si tous les acteurs de l'eau et les citoyens participent véritablement à la mise en œuvre accélérée des solutions potentielles dans notre bassin versant, nous améliorerons plus rapidement la qualité des eaux, notre santé, notre qualité de vie et celle des générations futures. Nous intégrerons les résultats des forums de discussion dans l'élaboration de notre Plan directeur de l'eau.

Nous remercions tous ceux et celles qui ont participé avec enthousiasme à cette activité sous la direction bienveillante des animateurs et animatrices bénévoles. Nous remercions également les présentateurs et présentatrices qui ont éclairé avec brio notre compréhension des différentes facettes techniques et humaines de la gestion de l'eau. La Corporation assurera la diffusion des résultats de cette consultation à tous les intervenants qui oeuvrent dans le bassin versant de la baie Missisquoi, aux acteurs de l'eau et au plus large public possible. Une disquette informatique est disponible et contient l'ensemble des présentations, des documents de référence et des résultats des discussions pour chacun des forums de discussion.

Encore merci et la prochaine consultation publique portera sur le Plan directeur de l'eau.

Chantal d'Auteuil, coordonnatrice

TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRAINTES ET DES SOLUTIONS

Contraintes identifiées	Solutions proposées
<p>FORUM AGRICOLE ET FORESTIER</p> <p>Notre-Dame-de-Stanbridge, 20 mars 2004, 55 participants</p>	
Activités agricoles	
<p>Difficulté à modifier les pratiques agricoles : les connaissances évoluent de façon rapide mais elles sont difficiles à appliquer rapidement dans les changements de pratique. Il faut assurer la rentabilité de l'entreprise et la spécialisation des investissements rend difficile les changements de types de cultures ou de méthodes d'élevage. Le changement est risqué en agriculture. Il y a un problème de revenu garanti pour les agriculteurs et de partage des coûts sociaux.</p>	<p>Programme d'aide pour agriculture durable : offrir des programmes d'aide pour les changements de pratique vers l'agriculture durable. Il faut insister beaucoup sur la diminution de l'érosion, la réduction des intrants, le semis-direct et les bandes riveraines.</p>
<p>Fragilité particulière du bassin versant de la baie Missisquoi : le bassin versant est plus sensible au phosphore et à l'érosion comparativement à d'autres bassins versants et la vision par sous-bassin versant est intéressante pour bien identifier le niveau de fragilité par secteur.</p>	<p>Regrouper les agriculteurs par sous-bassin versant : établir des programmes de financement et de suivi technique et environnemental aux agriculteurs qui se regroupent par sous-bassin versant. Diminuer les contraintes administratives afin d'encourager les agriculteurs dans l'action immédiate.</p>
<p>Responsabilisation des entrepreneurs agricoles : il est difficile de tout connaître sur les activités agricoles afin d'être bien conscient de tout ce que nos activités impliquent et les entrepreneurs agricoles doivent avoir une vision à moyen terme de 4 ou 5 ans. Les règlements changent trop souvent, ce qui nuit à l'encouragement des agriculteurs dans la bonne voie.</p>	<p>Favoriser l'agriculture à l'échelle humaine : offrir de l'aide technique pour favoriser l'agriculture à petite échelle plutôt que l'agriculture industrielle. Maintenir le projet de reconnaissance de l'agriculture comme une activité majeure au Québec au point de vue social. Une meilleure formation est nécessaire pour aller au-delà des normes réglementaires en agriculture. La recherche et développement doivent s'accélérer pour le traitement du lisier.</p>
<p>Compréhension de la population : les citoyens sont loin des activités agricoles et des problèmes rencontrés. Les exemples de bonnes actions ne sont pas valorisés et les agriculteurs perdent courage, de même que la relève agricole.</p>	<p>Information sur la gestion des fumiers : expliquer les PAEF pour obtenir l'adhésion des citoyens et pour appliquer des incitatifs à la ferme. Favoriser les engrais organiques plutôt que les engrais minéraux, avec de meilleures pratiques d'épandage.</p>

Contraintes identifiées	Solutions proposées
Activités forestières	
<p>Moins bonne valeur des terres forestières : la valeur agricole d'une terre est plus élevée que sa valeur forestière et la valeur en développement urbain est encore plus élevée que la valeur agricole. La conservation des boisés en zone agricole et en zone urbaine est donc constamment remise en question.</p>	<p>Moratoire sur le déboisement : confier aux MRC l'étude sur le déboisement du territoire et sur les normes à établir pour assurer la protection des boisés en zone agricole et urbaine ainsi que l'établissement d'une politique fiscale pour leur pérennité.</p>
<p>FORUM MUNICIPAL ET INDUSTRIEL Saint-Ignace-de-Stanbridge, 17 avril 2004, 50 participants</p>	
Activités municipales	
<p>Volonté d'application de la réglementation pour protéger l'eau : la Politique nationale de l'eau n'a pas de dents et les municipalités n'ont pas de volonté ferme pour appliquer la réglementation existante ou pour établir des règlements contraignants pour leurs citoyens.</p>	<p>Gestion des cours d'eau au niveau des MRC: il serait plus logique de confier la gestion des cours d'eau sur le territoire aux MRC de même que leur surveillance afin de profiter de l'expertise développée par les MRC et de leur connaissance réglementaire. Il faut être plus strict dans la protection des bandes riveraines et imposer les largeurs de protection selon la sensibilité des cours d'eau.</p>
<p>Capacité limite des conseils municipaux : les conseillers municipaux des petites municipalités travaillent à temps partiel et manquent de temps pour acquérir toute l'expertise nécessaire pour passer à l'action. Les ressources financières sont insuffisantes pour l'application de tous les règlements. Les priorités ne sont pas toujours mises aux bons endroits.</p>	<p>Encourager les conseils municipaux à agir : les conseillers ne doivent pas craindre d'imposer des contraintes à leurs électeurs pour le bien-être de l'ensemble de la collectivité. Il faut cependant bien expliquer les objectifs visés et les coûts engendrés pour obtenir l'adhésion des citoyens.</p>
<p>Manque de conscience sociale des citoyens : plusieurs citoyens n'aident pas la cause de la protection des eaux parce qu'ils sont délinquants ou ne veulent pas vraiment s'informer et payer pour les travaux à effectuer à leur propriété, leur commerce.</p>	<p>Sensibilisation des citoyens aux conséquences de leurs actions : les informer sur les impacts des produits qu'ils utilisent, sur la dégradation de leur propriété, leurs puits et installations septiques, etc. La CBVBM devrait publiciser la Politique nationale de l'eau et établir une banque de données sur différents sujets relatifs à l'eau pour les MRC, les municipalités, les citoyens, les écoles, etc.</p>
<p>Multiplication des paliers décisionnels : il y a une grande quantité de règlements à appliquer et une confusion sur les responsables de leur application. Les inspecteurs municipaux ne peuvent pas tout faire par manque de temps et de connaissances et ne sont pas toujours bien placés pour intervenir.</p>	<p>Améliorer les infrastructures d'eau potable et d'eaux usées: le gouvernement et les municipalités doivent prioriser les projets d'infrastructures reliées à l'eau et doivent bien gérer les coûts de ces projets et les retombées économiques locales.</p>

Contraintes identifiées	Solutions proposées
Activités industrielles	
<p>Manque de connaissance sur les impacts : il n'y a pas d'études sur les activités industrielles dans le bassin versant. Industrie touristique pas suivie: il n'y a pas suffisamment d'interventions au niveau de l'industrie touristique afin de veiller à ce que les eaux soient protégées autant par les propriétaires d'établissements que par les villégiateurs, les touristes. Les solutions industrielles d'assainissement des eaux ne sont pas adaptées à ce type d'industrie (coûts des infrastructures).</p>	<p>Collaboration pour assainir les eaux usées : possibilité d'établir une régie industries-municipalités pour favoriser l'assainissement des eaux usées des citoyens de petites municipalités et des industries.</p>
<p>FORUM RÉCRÉO-TOURISTIQUE Venise-en-Québec, 22 mai 2004, 60 participants</p>	
Activités récréo-touristiques	
<p>Mauvaise réputation due à la mauvaise qualité de l'eau : la toxicité de l'eau a grandement affecté la réputation de la baie de même que les aspects visuels (algues) et les mauvaises odeurs (algues et épandages). Il faut faire des actions ensemble pour retrouver la qualité des eaux.</p>	<p>Améliorer partout la qualité de l'eau : il faut autant améliorer la qualité des eaux en zone agricole qu'en zone urbaine et de villégiature. Les commerces de récréo-tourisme doivent également faire des efforts en ce sens; les riverains doivent être visités et informés. Il faut récompenser les bonnes actions et organiser des activités récréatives pour sensibiliser les résidents, les villégiateurs, les commerçants et les touristes.</p>
<p>Vision négative basée sur les faiblesses : on a misé que sur la baignade et les activités nautiques dans la région de la baie. La vision négative a amené un immobilisme. Il faut maintenant miser sur d'autres intérêts pour assurer une bonne qualité des activités récréo-touristiques. Les accès sont privés et on ne peut profiter des beaux paysages à la baie ni de la faune et la flore par des activités de pêche, d'éco-tourisme, de cyclisme, etc.</p>	<p>Miser sur les forces : Il faut développer des projets innovateurs qui mettent en valeur les beaux aspects de la région, qui correspondent vraiment à une nouvelle vision écologique et de qualité de vie. Il faut prévoir des infrastructures d'accueil selon les priorités établies par les citoyens et les municipalités.</p>
Activités socio-économiques	
<p>Manque de planification d'ensemble : il n'y a pas de vision commune et les résidents sont parfois en opposition aux villégiateurs. Il y a trop d'individualisme et la qualité des propriétés et des commerces à la baie s'est dégradée avec le temps. Les municipalités ont de la difficulté à satisfaire autant les résidents que les commerçants, les villégiateurs et les touristes.</p>	<p>Faire un plan global et établir un échancier : il faut un plan qui regroupe les municipalités (zones urbaine, agricole, forestière, plans d'eau et milieux humides) et qui permette d'identifier les différents acteurs responsables de chacune des actions prévues, avec un échancier réalisable. Il faut véritablement appliquer les règlements et réinvestir les amendes dans des projets locaux.</p>

Contraintes identifiées	Solutions proposées
<p>FORUM QUALITÉ DE L'EAU ET SANTÉ Notre-Dame-de-Stanbridge, 19 juin 2004, 50 participants</p>	
<p>Contrôle des usages du territoire : le développement de l'agriculture, de la villégiature et autres activités ayant un impact sur l'eau n'a pas été contrôlé dans notre bassin versant. Il faut que tous reconnaissent le bien commun de l'eau et l'importance de la protéger. Les incitatifs financiers agricoles s'opposent souvent à l'application de la réglementation et les règles changent trop souvent. Les règlements des MRC ou des municipalités sont insuffisants ou ne sont pas appliqués. L'application de la réglementation se limite au Québec alors que 60 % des sources de phosphore proviennent du Vermont.</p>	<p>Contrôle des usages du territoire : moratoire sur le nombre d'unités animales sur le territoire parce que le bassin versant est plus sensible et ce autant pour le Vermont que le Québec et que l'horizon de réduction du phosphore est 2009. Retirer de l'agriculture les zones inondables avec compensation pour les pertes de revenus. Il faut cesser de vouloir faire peur avec la réglementation, cela ne fonctionne pas parce qu'on ne l'applique pas réellement. L'écoconditionnalité est un impératif incontournable pour toutes les activités dans le bassin versant.</p>
<p>Actions d'amélioration : il est nécessaire de convaincre tous les propriétaires concernés pour pouvoir effectuer des travaux d'aménagement, de végétalisation des berges, ce qui nécessite beaucoup de temps et d'énergie. Pour trouver des solutions efficaces et économiquement rentables, il manque d'équipes multidisciplinaires, de financement pour la recherche et développement. Les chercheurs doivent s'entendre sur les actions à prioriser parce que la baie Missisquoi possède des conditions très sensibles (faible profondeur, sédiments) et qu'elle est déjà très fortement dégradée. Il est difficile de communiquer avec la population et d'aiguiser la conscience collective.</p>	<p>Actions d'amélioration : l'horizon étant 2009, les mesures choisies doivent être efficaces rapidement. Il faut évaluer les solutions par territoire, par pratique agricole et évaluer ce que cela donnerait. Il faut que les spécialistes des ministères et les chercheurs obtiennent les données nécessaires pour passer à l'action (même si ces données sont confidentielles) pour bien évaluer les solutions, leur application locale et leurs impacts positifs ou négatifs. On peut combiner des solutions comme la plantation de bandes riveraines pour servir de haies brise-vent. Ne pas épandre de lisier à l'automne, réduire les labourages, modifier les pratiques agricoles.</p>
<p>Suivi de la qualité des eaux : est-ce que le nombre de stations d'échantillonnage est suffisant ? il est actuellement impossible de mesurer les impacts des actions ponctuelles dans les petits tributaires pour vérifier leur efficacité. Il y a des contraintes scientifiques pour établir une méthodologie fiable de suivi de l'amélioration de la qualité de l'eau (variations spatiales et temporelles importantes) ou de vérification de l'efficacité des actions (coûts de suivi ponctuel très importants). En plus de l'argent, la contrainte c'est le temps !</p>	<p>Suivi de la qualité des eaux : il faut bien connaître la situation réelle et la vulgariser dans les différents milieux. Il faut améliorer l'accès des informations provenant des ministères et s'assurer qu'ils obtiennent les données nécessaires. Les actions effectuées par les agriculteurs ne sont pas comptabilisées et sont peu connues du public. Il faut sensibiliser la population à l'importance de la protection de la qualité de l'eau ainsi que le monde de l'éducation (ex. projet d'adoption des rivières par les élèves). Il faut mieux informer sur le danger des cyanobactéries et améliorer la signalisation.</p>



FORUM DE DISCUSSION SUR LES ACTIVITÉS AGRICOLES ET FORESTIÈRES

Le samedi, 20 mars 2004
Notre-Dame-de-Stanbridge
Salle communautaire
900, rue Principale

DÉROULEMENT DE LA JOURNÉE

- 8h30 Inscription et accueil
- 9h00 **Mot de bienvenue** : Jean-Roberge Boucher, président de la CBVBM
Les objectifs et le déroulement de la journée
Chantal d'Auteuil, coordonnatrice de la CBVBM
- 9h10 **Le processus d'élaboration du Plan directeur de l'eau**
Présenté par Jean-Roberge Boucher, président de la CBVBM
(10 minutes et 5 minutes de questions)
- 9h25 **Le développement durable de l'agriculture dans le bassin versant de la baie Missisquoi**
Présenté par Chantal d'Auteuil, coordonnatrice de la CBVBM
(15 minutes et 5 minutes questions)
- 9h50 **Le PAEF... plan agroenvironnemental de fertilisation**
Présenté par France Ratel, analyste, MENV, Bureau de Bromont, Secteur agricole
(20 minutes et 5 minutes de questions de précision)
- 10h15 Pause (10 minutes)
- 10h30 **PAC – Pratiques agricoles de conservation, de la grange au cours d'eau**
Présenté par Odette Ménard, ingénieure et agronome, MAPAQ, Montérégie est,
Conservation des sols
(20 minutes et 5 minutes de questions de précision)
- 11h00 **Conservation des boisés et pratiques forestières permettant de réduire les impacts sur les milieux humides dans Brome-Missisquoi**
Présenté par Francis Dorion, géographe, MRC Brome-Missisquoi, Gestion de l'eau et géomatique
(20 minutes et 5 minutes de questions de précision)
- 11h30 Panel de discussion (30 minutes, questions générales de la salle)
- 12h00 Dîner (sur place avec billet)

- 13h00 Objectifs et déroulement de la discussion en groupe
Présentation des animateurs et formation des groupes
- 13h15 Témoignage sur les contraintes en agriculture
Transport d'éléments nutritifs sur deux champs situés sur le bassin versant de la rivière aux Brochets
Présenté par Guillaume Simard, étudiant à la maîtrise en génie des bioressources à l'Université McGill
(15 minutes et 5 de questions)
- 13h35 Discussion sur les contraintes en agriculture et foresterie (40 minutes)
- 14h35 Tour des tables pour la synthèse (15 minutes)
- 14h45 Témoignage sur les conditions d'amélioration
Comment le milieu agricole s'est pris en main face à la problématique des impacts des activités agricoles sur l'eau
Présenté par Richard Lauzier, agronome, pour la Coopérative de solidarité du bassin versant de la rivière aux Brochets
(15 minutes et 5 de questions).
- 15h05 Discussion sur les conditions d'amélioration et les solutions (40 minutes)
- 15h45 Tour des tables pour la synthèse (15 minutes)
- 16h00 Mot de clôture par le vice-président de la CBVBM, Daniel Racine,
président de l'UPA des Frontières
- 16h10 Coquetel
- 17h00 Fin de la journée

FORUM DE DISCUSSION
SUR LES ACTIVITÉS MUNICIPALES
ET INDUSTRIELLES

Le samedi, 17 avril 2004
Saint-Ignace-de-Stanbridge
Euro Spa
455, rue de l'Église

DÉROULEMENT DE LA JOURNÉE

- 8h30 Inscription et accueil
- 9h00 **Mot de bienvenue** : Jean-Roberge Boucher, président de la CBVBM
Les objectifs et le déroulement de la journée, Jean Hubert, administrateur de la CBVBM
- 9h10 **Le processus d'élaboration du Plan directeur de l'eau**
Présenté par Jean-Roberge Boucher, président de la CBVBM
(10 minutes et 5 minutes de questions)
- 9h25 **Les usages de l'eau et la protection de la santé**
Présenté par Chantal d'Auteuil, coordonnatrice de la CBVBM
(15 minutes et 5 minutes questions)
- 9h50 **Gestion des eaux usées d'origine résidentielle**
Présenté par Madeleine Raymond, chef d'équipe, division contrôle, service municipal et hydrique, MENV, Bureau de Bromont.
(20 minutes et 5 minutes de questions de précision)
- 10h15 Pause (15 minutes)
- 10h30 **Suivi de la qualité de l'eau des puits et risques à la santé**
Présenté par Nathalie Brault, Conseillère en environnement et Danielle Gaudreau, agente de recherche, RRSSS de la Montérégie
(35 minutes et 5 minutes de questions de précision)
- 11h10 **Le développement économique durable**
Présenté par Alexandre Fortier, Coordonnateur en environnement, Carrière Graymont, Bedford
(20 minutes et 5 minutes de questions de précision)
- 11h40 Panel de discussion sur les priorités d'action (20 minutes, questions de la salle)
- 12h00 Dîner (sur place avec billet)

- 13h00 **Annonce de l'élaboration d'un projet CBVBM pour les riverains**
par Chantal d'Auteuil
- 13h05 Objectifs et déroulement de la discussion en groupe, par Jean Hubert
Présentation des animateurs pour la formation des groupes
- 13h15 Témoignage sur les contraintes en milieu municipal
Problèmes d'application de la Politique de protection des rives au niveau municipal
Présenté par Chantal d'Auteuil, rapport de maîtrise en analyse et gestion urbaine
(15 minutes et 5 de questions)
- 13h40 Discussion sur les contraintes du domaine municipal et industriel (40 minutes)
- 14h20 Tour des tables pour la synthèse (15 minutes)
- 14h40 Témoignage sur les conditions d'amélioration
La petite histoire de l'assainissement des eaux à Philipsburg
Présenté par Michèle Bertrand
(15 minutes et 5 de questions).
- 15h00 Discussion sur les conditions d'amélioration et les solutions (40 minutes)
- 15h40 Tour des tables pour la synthèse (15 minutes)
- 16h00 Mot de clôture par le secrétaire de la CBVBM, Albert Santerre, maire de Saint-Ignace-de-Stanbridge
- 16h10 Coquetel
- 17h00 Fin de la journée

FORUM DE DISCUSSION
SUR LES ACTIVITÉS RÉCRÉO-TOURISTIQUES
ET SOCIO-ÉCONOMIQUES

Le samedi, 22 mai 2004
Venise-en-Québec
Casino Champlain
29, avenue Venise Ouest

DÉROULEMENT DE LA JOURNÉE

- 8h30 Inscription et accueil
- 9h00 Mot de bienvenue : Jean-Roberge Boucher, président de la CBVBM
Les objectifs de la journée, Chantal d'Auteuil, coordonnatrice de la CBVBM
- 9h10 **Le processus d'élaboration du Plan directeur de l'eau**
Présenté par Jean-Roberge Boucher, président de la CBVBM
(10 minutes et 5 minutes de questions)
- 9h30 **Sauvegarde de la baie Missisquoi : bilan des activités de protection des milieux aquatiques.**
Présenté par Chantal d'Auteuil, coordonnatrice de la CBVBM
Remerciement des partenaires et remise de Mentions spéciales de partenariat
(20 minutes et 5 minutes questions)
- 9h55 **Les populations de poissons dans la baie Missisquoi**
Présenté par Pierre Bilodeau, Biologiste, Société de la Faune et des Parcs, direction régionale Montréal-Montérégie
(20 minutes et 5 minutes de questions de précision)
- 10h25 Pause (15 minutes)
- 10h40 **Venise-en-Québec : entre plage et marais.**
Présenté par Marylène Thibault et Véronique Pelletier, Finissantes en Architecture du paysage, Université de Montréal.
(20 minutes et 5 minutes de questions de précision)
- 11h10 **Les milieux naturels : catalyseurs de la qualité de vie.**
Présenté par Annie Gariépy, Avocate et Biologiste, Centre québécois du droit de l'environnement
(20 minutes et 5 minutes de questions de précision)
- 11h40 Panel de discussion sur les priorités d'action (20 minutes, questions de la salle)
- 12h00 Dîner (sur place avec billet)

- 13h00 Objectifs et déroulement de la discussion en groupe, par Chantal d'Auteuil
- 13h10 Témoignage sur les contraintes pour le récréo-tourisme et le socio-économique
Élaboration de la stratégie de développement récréo-touristique et économique du lac Champlain.
Présenté par Yvan Fortin, Consultant en développement récréo-touristique pour le Regroupement des gens d'affaire et la SITE
(15 minutes et 5 de questions)
- 13h40 Discussion sur les contraintes récréo-touristiques et socio-économiques (40 minutes)
- 14h20 Tour des tables pour la synthèse (15 minutes)
- 14h40 Témoignage sur les conditions d'amélioration récréo-touristique et socio-économique
Des citoyens en action : un portrait de Conservation Baie Missisquoi
Présenté par Pierre Leduc, président de Conservation Baie Missisquoi
(15 minutes et 5 de questions).
- 15h00 Discussion sur les conditions d'amélioration et les solutions (40 minutes)
- 15h40 Tour des tables pour la synthèse (15 minutes)
- 16h00 Mot de clôture par Robert Lapalme, administrateur de la CBVBM, collègue des citoyens
- 16h10 Coquetel
- 17h00 Fin de la journée

FORUM DE DISCUSSION SUR LA QUALITÉ DE L'EAU ET LA SANTÉ

Le samedi, 19 juin 2004
Notre-Dame-de-Stanbridge
900, rue Principale

DÉROULEMENT DE LA JOURNÉE

- 8h30 Inscription et accueil
- 9h00 Mot de bienvenue : Jean-Roberge Boucher, président de la CBVBM
Les objectifs de la journée, Jean Hubert, administrateur de la CBVBM
- 9h10 **Le processus d'élaboration du Plan directeur de l'eau**
Présenté par Jean-Roberge Boucher, président de la CBVBM
(10 minutes et 5 minutes de questions)
- 9h20 **Survol du plan d'action concertée du bassin versant de la baie Missisquoi.**
Présenté par Chantal d'Auteuil, coordonnatrice de la CBVBM
(15 minutes et 5 minutes questions)
- 9h45 **Qualité des eaux du bassin versant de la baie Missisquoi : un portrait.**
Présenté par Marc Simoneau, MENV, Direction du suivi de l'état de l'environnement.
(20 minutes et 5 minutes de questions de précision)
- 10h15 Pause (15 minutes)
- 10h30 **Profils historiques du bassin versant de la baie Missisquoi**
Présenté par Charles Lussier, géographe
(20 minutes et 5 minutes de questions de précision)
- 10h55 **Fleurs d'eau de cyanobactéries : notions générales de la problématique et situation à la baie Missisquoi**
Présenté par Sylvie Blais, biologiste, MENV, Direction du suivi de l'état de l'environnement. (30 minutes et 5 minutes de questions de précision)
- 11h30 **Les cyanobactéries et les risques à la santé**
Présenté par Danielle Gaudreau, agente de recherche, RRSSS de la Montérégie
(20 minutes et 5 minutes de questions de précision)
- 12h00 Dîner (sur place avec billet)
- 13h00 Objectifs et déroulement de la discussion en groupe, par Jean Hubert

- 13h10 Témoignage sur les contraintes reliées au suivi scientifique
Études des cyanotoxines dans la chaîne alimentaire
Présenté par David Bird, limnologue, Université du Québec à Montréal, département des sciences biologiques (15 minutes et 5 de questions)
- 13h40 Discussion sur les contraintes à l'amélioration de la qualité des eaux (40 minutes)
- 14h20 Tour des tables pour la synthèse (15 minutes)
- 14h40 Témoignage sur les conditions nécessaires à la gestion par bassin versant
Présentation d'un système informatique de prise de décision par bassin versant
Présenté par Julie Deslandes et Isabelle Beaudin, Institut de recherche et de développement en agroenvironnement (15 minutes et 5 de questions)
- 15h00 Discussion sur les conditions nécessaires à l'amélioration de la qualité des eaux (40 minutes)
- 15h40 Tour des tables pour la synthèse (15 minutes)
- 16h00 Mot de clôture par Jean Hubert, administrateur de la CBVBM, collègue communautaire
- 16h10 Coquetel
- 17h00 Fin de la journée